

Flambée des prix du carburant : le passage au véhicule électrique devient impératif

16 mars 2026. Acteur reconnu du leasing de voitures électriques, avec plus de 5 000 particuliers et entreprises déjà accompagnés, la startup française Beev dresse, après une semaine de crise du pétrole, un premier état des lieux de la situation économique à laquelle sont confrontés les automobilistes en France. En mars 2026, le gazole a franchi la barre symbolique des 2 € le litre, tandis que le sans-plomb 95 s'établit autour de 1,83 €. En l'espace d'une semaine, le prix du diesel a bondi de 28 centimes, une hausse inédite depuis l'été 2022. En cause : les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et les perturbations autour du détroit d'Ormuz, qui ont propulsé le baril de pétrole au-delà des 100 dollars. Dans ce contexte, l'électrification du parc automobile apparaît comme un levier de plus en plus tangible pour réduire la dépendance aux carburants fossiles. Selon plusieurs estimations, les véhicules électriques ont permis d'éviter la consommation d'environ 96 milliards de litres de pétrole en 2025. Cela représente près de 1,66 million de barils de pétrole par jour, soit environ 264 millions de litres de carburant fossile qui ne sont plus brûlés quotidiennement par les moteurs thermiques. Un volume considérable qui illustre l'impact grandissant de la mobilité électrique, alors même que la transition ne fait que commencer. Face à la flambée des prix des carburants et à l'incertitude géopolitique, de nombreux Français semblent ainsi se tourner vers les véhicules électriques, attirés par la perspective d'une mobilité moins dépendante des fluctuations du pétrole. Maintenant, une question s'impose : et si la transition vers l'électrique n'était pas seulement un choix écologique, mais aussi un impératif économique ?



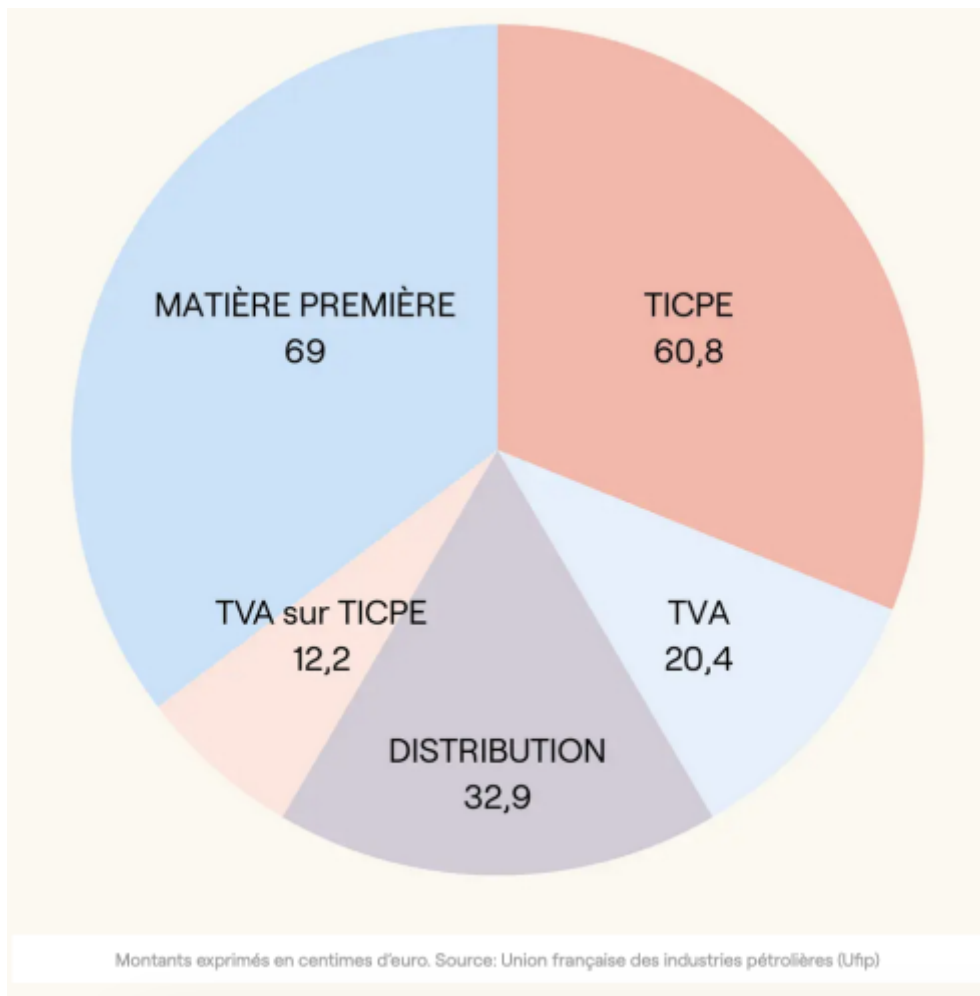
PRESSE : [Logos et visuels HD](#) | francois.cosme@beev.co | 07.69.68.64.02

[L'instabilité structurelle du prix du carburant](#)

La flambée des prix du carburant que traverse actuellement la France n'a rien d'un simple épisode passager : elle reflète une instabilité durable du marché pétrolier, amplifiée par les crises géopolitiques à répétition et une fiscalité défavorable aux moteurs thermiques. Au cœur du phénomène, l'effet « fusée et plume » : les prix à la pompe s'envolent dès que le baril grimpe, mais redescendent au ralenti. Un processus qui suit la logique des distributeurs qui ajustent immédiatement les hausses en cas de crise mais attendent d'écouler leurs stocks achetés plus cher avant de baisser les tarifs lorsque la situation géopolitique se calme. À cette mécanique s'ajoute la répétition des chocs internationaux. L'invasion de l'Ukraine en 2022 avait déjà déclenché une flambée des prix, poussant l'État à mobiliser un bouclier énergétique de 36 milliards d'euros entre 2021 et 2024. Aujourd'hui, un nouveau contexte de tensions au Moyen-Orient ravive ce cycle, rappelant à quel point la dépendance au pétrole expose les automobilistes à des hausses brutales et incontrôlables.

Une fiscalité particulièrement lourde en France

Derrière un litre de gazole vendu 1,953 € en France se cache une réalité souvent méconnue : la majeure partie du prix ne dépend pas directement du pétrole. En effet, la matière première et son raffinage ne représentent qu'environ un tiers du tarif payé à la pompe (69 centimes, soit 35.33% du prix total), tandis que les deux tiers restants sont constitués de taxes. Parmi elles, la TICPE (60,8 centimes, soit 31.13% du prix total) qui est calculée au volume et reste fixe quel que soit le prix du baril, alors que la TVA (20,4 centimes, soit 10.44% du prix total) va elle augmenter mécaniquement avec chaque hausse du litre (avec une TVA sur la TICPE à hauteur de 12,2 centimes, soit 6.25% du prix total) un mécanisme parfois qualifié de « taxe sur la taxe ». À cette structure déjà lourde s'ajoute depuis le 1er janvier 2026 une nouvelle hausse liée aux certificats d'économies d'énergie, passée de 11 à 16-17 centimes par litre, ce qui représente un surcoût d'environ 1,25 à 1,50 € pour un plein moyen. Décidée avant même les tensions au Moyen-Orient, cette augmentation illustre le poids déterminant de la fiscalité dans le prix final du carburant.



Un coût du transport et de la distribution qui ne cesse d'augmenter

Le coût du transport et de la distribution du carburant a fortement progressé en France au cours de la dernière décennie. Selon les données disponibles, ces frais ont plus que doublé depuis 2015 pour l'ensemble des carburants. Pour le gazole, ils sont passés de 8,6 centimes par litre en 2015 à 21,9 centimes en 2025, soit une hausse de près de 142 %. La même tendance s'observe pour l'essence, avec une augmentation de 152 % pour le SP95-E5 et de 157 % pour le SP95-E10 sur la même période. Cette progression s'explique notamment par la hausse des coûts logistiques, de l'énergie et des infrastructures. Résultat : même si ces frais restent moins visibles que les taxes ou le prix du pétrole, ils pèsent désormais de plus en plus lourd dans le prix final payé à la pompe par les automobilistes.

Tableau de l'évolution des coûts moyens de transport-distribution en France

Année	Gazole	Eurosuper sp95-e5	Eurosuper sp95-e10
2015	8,6	10,2	9,6
2016	10,3	11,0	11,1
2017	10,7	10,9	10,9
2018	12,4	13,1	13,1
2019	14,0	14,7	14,7
2020	16,2	17,9	18,5
2021	16,4	16,5	16,5
2022	19,5	18,5	16,9
2023	23,8	24,3	24,1
2024	20,8	24,7	23,6
2025	21,9	25,7	24,7
Augmentation en 10 ans	+ 141,86 %	+ 151,96 %	+ 157,29 %

Données moyennes annuelles en centimes d'euro par litre depuis 2015

Une addition particulièrement lourde pour les conducteurs français

La hausse du carburant frappe de plein fouet les automobilistes et les professionnels, alors que la France est l'un des pays où le carburant est déjà parmi les plus chers d'Europe. Pour un utilitaire parcourant 30 000 km par an avec une consommation de 7 litres aux 100 km, la facture annuelle atteint 3 612 € avec un gazole à 1,72 € le litre comme en février. Mais avec un litre à 2 € comme en mars 2026, l'addition grimpe immédiatement à 4 200 €, soit 588 € de plus par véhicule et par an en une seule semaine de crise. Et ce surcoût ne vient jamais seul : il s'ajoute à une fiscalité élevée et à des prix déjà supérieurs à la moyenne européenne. En France, le SP95-E5 tourne autour de 1,74 € contre 1,63 € dans l'Union européenne, et le gazole autour de 1,67 € contre 1,59 € en moyenne. Résultat : chaque hausse du baril se transforme rapidement en coup dur pour le portefeuille des conducteurs.

La situation spécifique des flottes d'entreprises

La flambée du carburant frappe les flottes d'entreprise avec une intensité bien plus forte que les particuliers. Pour une flotte de 20 utilitaires sur la base de notre exemple, la hausse des prix liée à la crise iranienne représente d'ores et déjà près de 12 000 € de surcoût annuel après seulement une semaine d'envolée des cours. Autre élément spécifique : l'imprévisibilité des tarifs qui vient rendre quasi-impossible la tâche des gestionnaires de flotte : prévoir le budget carburant relève à cette heure du pari, fragilisant de manière immédiate la rentabilité des secteurs fortement dépendants de la mobilité comme le transport, le commerce ou le BTP. Sans aides gouvernementales équivalentes à celles des particuliers, les entreprises se retrouvent exposées à une facture qui peut exploser encore plus rapidement. Un nouveau casse-tête financier pour les entreprises qui doivent désormais s'attendre à vivre avec cette volatilité si elles continuent de faire le choix des motorisations thermiques.

Le passage au véhicule électrique : un impératif économique dans le monde de 2026

En 2026, faire le choix de la voiture électrique devient un impératif économique pour les particuliers, les professionnels et les entreprises. Tant que la majorité des Français roulent au thermique, la dépendance au pétrole expose l'ensemble du pays et de son économie à une volatilité imprévisible des prix et aux décisions incontrôlables de puissances étrangères. L'électrique rompt cette dépendance et transforme la transition énergétique en véritable outil de contrôle financier et de souveraineté nationale. Contrairement au carburant, l'électricité bénéficie de contrats à prix connus et fixes, protégés des fluctuations des marchés et des tensions géopolitiques. Cette stabilité permet de sécuriser les budgets mobilité et de prévoir l'avenir avec beaucoup plus de sérénité. Une logique qui gagne du terrain en temps de crise alors que les concessionnaires voient la demande en véhicules électriques exploser ces dernières semaines.

L'argument du TCO pour les entreprises

Pour les entreprises, le TCO (Coût Total de Possession) est l'indicateur clé qui révèle désormais tout l'avantage économique de faire l'acquisition de véhicules électriques. Si leur prix d'achat restait autrefois plus élevé que celui des thermiques, cet écart tend à disparaître d'année en année alors que recharger un véhicule électrique coûte 3 à 4 fois moins cher par kilomètre qu'un plein d'essence. Un écart qui se creuse encore plus fortement avec chaque flambée des prix du baril de brut. L'entretien d'un véhicule électrique est également plus léger donc moins coûteux : on considère que les économies sont de l'ordre de 30 à 40 % grâce à un moteur plus simple et à une mécanique qui nécessite moins de réparations. À cela s'ajoutent enfin des avantages fiscaux non négligeables, comme l'exonération de la TVS et des charges patronales réduites sur les véhicules de fonction électriques. Le TCO, devenu une obsession pour les gestionnaires de flottes et les dirigeants d'entreprise, est en ce mois de mars 2026 catégoriquement en faveur d'une transition vers l'électrique des flottes. Et pour celles et ceux qui y sont déjà passés avant la crise, ils respirent en sachant qu'ils n'ont plus à se demander aujourd'hui combien leur coûtera un plein.

Solal Botbol, cofondateur et PDG, Beev : « Avec la flambée des prix du carburant, tout le monde est impacté : particuliers comme entreprises voient leur budget exploser. Pour les flottes, chaque semaine de crise peut coûter des milliers d'euros, et pour les Français, chaque plein devient une douleur quotidienne. En 2026, rester sur le thermique, c'est subir le pétrole et son imprévisibilité. Passer à l'électrique, c'est reprendre le contrôle : un prix stable de l'énergie, des coûts de recharge 3 à 4 fois moins chers, un entretien réduit de 30 à 40 %, et des avantages fiscaux pour les professionnels. Les chiffres parlent d'eux-mêmes et personne ne peut les contredire : aujourd'hui, l'électrique n'est plus un choix, c'est une nécessité économique et sociale. La transition énergétique devient dès lors un levier de rentabilité pour les entreprises et de sérénité pour tous les conducteurs. »

À PROPOS DE BEEV

Fondée en 2020 par Solal Botbol et Chanez Djoudi, Beev est le "one-stop shop de l'électrification" qui accompagne les professionnels, les entreprises, leurs collaborateurs ainsi que les particuliers dans leur passage au véhicule électrique. En combinant une plateforme client en ligne ultra-intuitive avec une assistance humaine via ses 40 experts mobilité, Beev propose une offre intégrée de solutions de mobilité électrique comprenant : le leasing de véhicules électriques à tarifs négociés (avec plus de 250 modèles des plus grandes marques

disponibles), l'installation rapide et abordable de bornes de recharge certifiées IRVE (garantie en moins de 10 jours ouvrés par l'un des 350 techniciens certifiés IRVE du réseau Beev présent partout en France) et la gestion opérationnelle ainsi que logicielle des flottes d'entreprise. Avec pour mission d'accélérer la transition énergétique, Beev a déjà facilité le passage au véhicule électrique pour plus de 5 000 clients (92% de clients satisfaits sur +1000 avis Google et Trustpilot) dont de grands comptes tels que Too Good To Go, Danone, Edenred, Veolia, Intersport, Cuisinella, Carrefour, Stuart, Laforêt Immobilier, Accor, Burger King, HolidayInn, TotalEnergies, Tesla, Porsche ou encore Hyundai. Depuis son lancement, Beev a enchaîné avec succès plusieurs levées de fonds (dont une levée de 3M€ en novembre 2023) et est le seul acteur de son écosystème ayant reçu le label Greentech Innovation du Ministère de la Transition Écologique et la certification B Corp. <https://www.beev.co/>